

INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Le prince et le journaliste

Apportez-moi la tête de ce chien. L'ordre est lancé par Saoud Al-Qahtani, l'un des plus proches collaborateurs de l'homme fort d'Arabie saoudite, le prince héritier Mohammed Ben Salman, dit « MBS ». Le « chien » est le journaliste saoudien Jamal Khashoggi. Rapportée par l'agence Reuters, la scène se passe au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, le 2 octobre.

On connaît la suite. Khashoggi ne sortira pas vivant du consulat, où, s'apprêtant à épouser une Turque, il venait chercher des papiers d'état civil. Le journaliste tombe aux mains d'agents saoudiens qui, par le biais de Skype, poursuit Reuters, le mettent en relation avec Al-Qahtani. Les deux hommes s'insultent. Le journaliste refuserait de retourner au royaume. Al-Qahtani profère son injonction : « Apportez-moi... Quelques instants plus tard, Khashoggi meurt, étranglé.

Mais cette version des faits, chaque jour un peu plus en voie d'être corroborée, ne dit rien des motifs du crime. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, parlait, mardi 23 octobre, d'un assassinat « barbare », « politique » et « prémédité ». Certes, mais pourquoi ? A qui faisait-il peur, cet éditorialiste jovial, ancien proche de la famille royale, passé à une opposition raisonnable, résidant aux Etats-Unis et écrivant pour le *Washington Post* ? Pourquoi l'affaire remue-t-elle toute la région, déstabilise-t-elle la politique moyen-orientale des Etats-Unis, renforce-t-elle la Turquie et l'Iran et jette-t-elle une lumière glauquissime sur la « Maison des Saoud » ?

Une guerre atroce au Yémen

Peu d'observateurs imaginent que MBS pouvait ne pas être au

courant. Adoubé par un père vieillissant et malade, le prince est le maître du pays depuis 2015. Il a évincé ses concurrents. Il embastille ses opposants, il interdit toute critique. Il a instauré le règne de la terreur dans les élites locales. Porte-flambeau de la branche majoritaire de l'islam, le sunnisme, MBS, dont le pays abrite La Mecque et Médine, lieux saints des musulmans, veut contrer l'influence de l'Iran dans toute la région. Il a déclenché en 2015 une guerre atroce au Yémen, qu'il est incapable de gagner. Il a organisé un boycottage régional du Qatar, dont les orientations lui déplaisent. Il a fait brutaliser et enlever le premier ministre libanais, Saad Hariri, dont Emmanuel Macron obtiendra la libération.

MBS prétend réformer l'économie saoudienne, qui en a grand besoin. Mais il réduit à néant toute esquisse d'Etat de droit au royaume, au moment où il faut y attirer les investisseurs étrangers. Il autorise les femmes à conduire et fait rouvrir les cinémas. Mais le prince ne touche pas à la charia et encore moins à la monarchie absolue. Dictatorial, il préserve ces deux piliers de la théocratie saoudienne, l'une des formes les plus abouties, et des plus toxiques, de l'islam politique sunnite.

C'est cela, cette version de l'islam politique, que Jamal Khashoggi s'est mis à combattre sur le tard. Le journaliste, un temps

**ERDOGAN VEUT
AFFAIBLIR MBS,
RIVAL IDÉOLOGIQUE,
TOUT EN MÉNAGEANT
LE ROI SALMAN
PORTE-FLAMBEAU
DU SUNNISME, MBS**

VEUT CONTRER
L'INFLUENCE
DE L'IRAN DANS
LA RÉGION

proche des Frères musulmans, défendait l'autre sensibilité idéologique parcourant le Moyen-Orient sunnite. Celle-là vise à concilier une culture d'Etat islamique avec un début, ou un semblant, de démocratisation politique – en lieu et place du pouvoir absolu des monarchies et autres dictatures locales. La Turquie d'Erdogan et de son parti, l'AKP, venu des Frères musulmans, entend propager cette version de l'islam politique sunnite, notamment pour exercer, aux dépens de Riyad, une influence dominante au Moyen-Orient.

En face d'elle, la Turquie trouve MBS, gardien du modèle monarchique théocratique, résolument opposé à la concurrence de l'islam politique façon Frères musulmans – lesquels disent vouloir à la fois légitimer le pouvoir politique par les urnes et défendre le caractère « islamique » des sociétés de la région. Le prince héritier d'Arabie saoudite a pris la tête d'une coalition – Egypte, Emirats arabes unis, Bahreïn – décidée à punir le Qatar pour crime de soutien aux Frères musulmans.

Erdogan a défendu le Qatar, avec succès. Aujourd'hui, le président turc est en position de force face à MBS. Ronronnant de plaisir, maître du jeu, Erdogan – qui, chez lui, soit dit en passant, emprisonne les journalistes par centaines – distille au compte-gouttes ses révélations sur le crime d'Etat commis à Istanbul. Il s'agit d'affaiblir MBS, adversaire et rival idéologique, mais de ménager le

roi Salman : le royaume reste l'un des pays les plus puissants de la région, avec lequel Ankara doit négocier sur nombre de dossiers. Erdogan donne des coups de patte pour ébranler le prince, mais pas trop, car il ne faut pas heurter de front les inconditionnels de MBS à Washington, à commencer par Donald Trump. A Washington comme à Riyad, on dépend de la version des événements du 2 octobre qu'Ankara voudra bien dévoiler.

Vu de Téhéran, le spectacle est réjouissant. Opinant du turban, les ayatollahs observent MBS qui, sinon s'autodétruit, du moins s'automutile. Or, il est, dans la région l'homme-clé du dispositif américain pour isoler et affaiblir l'Iran. Washington compte sur lui pour mener la coalition arabe opposée à l'expansionnisme de Téhéran. On compte sur le prince pour contenir le prix du baril, alors que les Etats-Unis mettent en place un embargo sur le pétrole iranien. On s'en remet à lui pour faire accepter aux Palestiniens le « plan de paix du siècle » au Proche-Orient que concocte le gendre de Trump, Jared Kushner, un jeune homme en aussi bons termes avec MBS qu'avec Benjamin Nétanyahou.

Bref, la survie politique d'un des principaux alliés des Etats-Unis dans la région est en jeu. MBS a-t-il poussé la folie du pouvoir total jusqu'à commanditer l'assassinat d'un intellectuel en semi-retraite dans le Maryland ? Ou est-il victime du zèle de ses collaborateurs ? En somme, jusqu'à quel point MBS est-il devenu radioactif ? ●